



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 1^{er} Novembre 2022

Régional

❖ Le président kenyan cherche à mettre fin à l'interdiction d'importation de lait ougandais

La semaine dernière, lors d'un événement organisé par l'Association des fabricants du Kenya (*Kenya Association of Manufacturer*), le président Ruto s'est montré favorable à l'ouverture du marché kenyan au lait ougandais moins cher, une politique qui marque un changement par rapport au protectionnisme affiché par son prédécesseur. Le chef de l'Etat a indiqué que le Kenya devrait autoriser l'importation de lait moins cher en provenance de l'Ouganda pour la consommation locale et se concentrer sur la valorisation du lait produit localement pour obtenir des produits laitiers tels que la poudre de lait et le beurre qui pourraient être exportés en République Démocratique du Congo (RDC) et en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

❖ Le Kenya, la Tanzanie, et l'Ouganda figurent parmi les dix premiers utilisateurs de l'intelligence artificielle en Afrique

Selon le rapport du Juin 2022 sur l'état de l'Intelligence artificielle (IA) en Afrique publié par *AI Media group* en Afrique du Sud, le secteur africain de l'IA / *deep Tech* recoupe divers segments industriels et a connu une croissance exponentielle au cours des 5 à 10 dernières années. Le rapport a également publié un classement des pays qui dominent le secteur (classement basé sur le nombre d'entreprises qui ont l'IA listée comme une spécialité). Le Kenya apparaît comme le 4^{ème} pays d'Afrique et le premier d'Afrique de l'Est avec 204 entreprises. En Afrique de l'Est, il est suivi de la Tanzanie et de l'Ouganda, qui comptent tous les deux 44 entreprises. Le rapport note que le Kenya a été le deuxième pays d'Afrique à publier en 2019 une stratégie nationale d'IA intitulée "*Emerging Digital Technologies for Kenya*", qui considérait la blockchain et l'IA comme des technologies habilitantes.

🌐 Burundi

Le premier Forum national du secteur privé s'est tenu le 2 novembre

Après le Forum national de développement du Burundi tenu du 18 au 19 novembre 2021, le gouvernement a organisé hier, le 1^{ère} Forum national du secteur privé du Burundi sous le haut patronage du président de la République et la banque mondiale. Le thème du jour était : « Tirer parti des investissements du secteur privé pour la transformation économique, la création d'emplois et la croissance inclusive ». Pour rappel, le secteur privé demeure principalement informel au Burundi, et l'Organisation Internationale du Travail estimait en 2017 que 97% des travailleurs exerçaient dans le secteur informel.

🌐 Comores

Lancement du projet Yes-Comores par la banque mutualiste Meck-Moroni, en partenariat avec la BID

A l'occasion du lancement du projet Yes-Comores, la banque Islamique de Développement a mis à la disposition de la Meck-Moroni, première banque des Comores, la somme de 2,65 MUSD. L'objectif est de faciliter l'accès aux financements pour un millier d'entreprises agricoles (agriculteurs et entrepreneurs dans l'agro-alimentaire), tout en s'inscrivant dans le respect des règles de la finance islamique. Le secteur bancaire souffre en effet d'un déficit d'opportunités d'investissement, qui se répercute sur les crédits réalisés auprès du secteur productif, que cet appui devrait permettre de pallier partiellement, en rendant bancable des projets n'étant pas initialement pas considéré par le secteur bancaire.

Inauguration de deux centrales solaires par InnoVent

La présence du PDG de l'entreprise française *InnoVent* Grégoire Verhaeghe durant la semaine du 24 octobre a été l'occasion pour l'entreprise d'inaugurer deux centrales solaires sur l'île de Grande Comore, à Foubouni (active depuis un an et demi, d'une puissance de 3 MW) et à Mitsamiouli (dont les travaux ne sont qu'en phase préparatoire et devrait aboutir à une centrale de puissance similaire, voire légèrement supérieure) en présence du Président de la République, qui a profité de ces occasions pour rappeler l'engagement des Comores dans la transition énergétique. A terme, ces centrales, dont l'investissement et le fonctionnement sont assurés par *InnoVent*, devraient permettre au distributeur national d'électricité d'acheter le MWh moins cher que celui qu'il produit à partir des centrales thermiques de l'île, fortement dépendantes des cours internationaux des hydrocarbures.

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🌐 Ethiopie/Djibouti

Prise de participation de l'*Ethiopian Investment Holdings* dans le terminal pétrolier de Damerjog

Capital, l'*Ethiopian Investment Holdings* (EIH) devrait prendre une participation de 30% dans le terminal pétrolier du *Djibouti Damerjog Industrial Park* (DDID). En cours de construction, le terminal aura une capacité de traitement annuel prévue à plus de 13 MT et une capacité de stockage de plus de 750 000 m³. Cet investissement intervient après la signature d'un protocole d'accord entre l'EIH et la *Great Horn Investment Holding* djiboutienne début mai

2022 pour encourager la collaboration entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures. Le projet DDID, en plus du terminal pétrolier, devrait comprendre une raffinerie, une centrale électrique et de logements. Il s'agit d'un des plus grands projets entrepris par l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti (APZFD) pour améliorer ses infrastructures pétrolières et faire du pays une plateforme régionale d'importation et de redistribution de produits pétroliers et dérivés. En 2020, les hydrocarbures représentaient jusqu'à 29,5 % du total du volume du trafic portuaire à Djibouti.

Kenya

Le coût de la vie augmente pendant huit mois consécutifs

Le taux d'inflation global en glissement annuel, mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), était de 9,6 % en octobre 2022. D'après le *Kenya National Bureau of Statistics*, la hausse de l'inflation est en grande partie due à l'augmentation des prix des produits de base des catégories alimentation et boissons non alcoolisées (15,8 %); transport (11,6 %) et logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (7,1 %) entre octobre 2021 et octobre 2022. Ces trois divisions représentent 57,1 % des du panier de consommation représentatif d'un ménage kenyan. Les prix des produits relevant de l'ameublement, de l'équipement ménager et de l'entretien courant des ménages ont enregistré une hausse de 10,9 % sur la période. L'IPC a augmenté de 0,9 % entre septembre et octobre 2022. Les prix des biens alimentaires et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 1,4 % entre septembre et octobre 2022, tandis que les prix du transport ont augmenté de 1,0 %.

	Changement (%) mensuel	Changement (%) annuel
Nourriture et boissons non alcoolisées	1,4	15,8
Alcool, tabac	2,1	6,7
Habillement	0,3	2,6
Logement, eau, gaz, électricité	0,5	7,1
Ameublement, équipements ménagers	0,5	10,9
Santé	0,1	1,6
Transports	1	11,6
Information et communication	0,2	1
Loisirs, sport, culture	0,5	3,9
Éducation	0	1
Restauration et logements	0,6	5,3
Assurances et services financiers	0	0,5
Soin à la personne protection sociale	0,8	6,1
Total	0,9	9,6

Le conseil budgétaire du parlement déconseille la réduction de la taxation sur le gaz de pétrole liquéfié

D'après le *medium term budget watch 2022 /2023* (rapport sur les conclusions du conseil budgétaire du parlement concernant les prévisions budgétaires), la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour la fourniture de gaz de pétrole liquéfié (GPL) de 16 % à 8 % peut potentiellement compromettre l'exécution du budget pour l'exercice 2022 / 2023 et à moyen terme. Comme le fait valoir la commission, la perte de recettes n'a peut-être pas été envisagée dans les prévisions initiales. Parmi les autres incitations fiscales ciblées par la commission figurent l'exonération de la TVA sur les biens d'équipement destinée à promouvoir l'investissement dans le secteur manufacturier.

Madagascar

L'UE et Madagascar signent un nouvel accord de partenariat de pêche durable

L'Union européenne (UE) et Madagascar ont signé un nouvel accord de partenariat de pêche durable (APPD) pour une période de quatre ans le 28 octobre, à l'issue d'un cycle de négociations ayant débuté en 2018. L'accord, qui devrait s'appliquer à partir du 1^{er} juillet 2023, donne

l'autorisation à une flotte européenne de 65 navires d'effectuer des activités de pêche dans les eaux malgaches : 32 thoniers senneurs, 13 palangriers de grande capacité et 20 palangriers de plus petite capacité. La contrepartie financière totale s'élève à 12,9 MEUR sur la période. D'une part, l'UE mobilisera 1,8 MEUR de contrepartie financière annuelle, dont 1,1 M EUR destinés au soutien de la politique sectorielle des pêches. D'autre part, les opérateurs des navires verseront 1,4 MEUR par an, qui incluent une enveloppe spécifique destinée à la protection de l'environnement marin et des écosystèmes.

🍷 Maurice

L'Arabie Saoudite annonce un prêt de 200 MEUR pour la construction d'un barrage à Rivière-des-anguilles

A l'occasion d'une mission à Maurice, le Fonds saoudien pour le développement (SFD) a annoncé qu'il accordera à Maurice un prêt de 200 MEUR pour la construction d'un barrage à Rivière-des-anguilles. Ce projet évoqué depuis plusieurs années, devrait permettre d'offrir un approvisionnement régulier en eau dans cette région rurale du Sud de l'île, grâce à un bassin de 27 km² et une capacité de 14 millions de m³. Cette annonce s'inscrit dans un renforcement du partenariat entre Maurice et l'Arabie Saoudite, notamment grâce à l'octroi en 2018 de 100 MUSD pour la construction d'un hôpital contre le cancer, de logements sociaux et du complexe omnisport de Côte d'Or.

🍷 Ouganda

La banque centrale est déficitaire sur le marché obligataire en FY21/22

Le rapport annuel FY21/22 de la Banque centrale dévoile un effondrement du rendement des

actifs détenus par la *Bank of Uganda (BoU)* auprès de créanciers étrangers, passant de 0,61 % en juin 2021 à -0,89 % en juin 2022. Le rendement de ces actifs, constitués majoritairement de titres obligataires à revenu fixe acquis à partir des réserves de change du pays, a été affecté à la fois par les politiques monétaires étrangères ainsi que l'anticipation de l'inflation par les investisseurs. Selon Dr Adam Mugume, Directeur des recherches de la BoU, les actifs à échéance de long terme auraient perdu de leur valeur actualisée en raison d'une hausse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux. Dans le même temps, la BoU a connu une hausse de ses coûts de fonctionnement (impression et émission de monnaie sécurisée, supervision des institutions financières et conduite de la politique monétaire) qui a entraîné, selon ce même rapport, un déficit de 61 MUSD par rapport aux recettes générées par l'émission de titres obligataires.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Relance de l'initiative de la sécurité alimentaire du Soudan au sommet arabe

A l'occasion du sommet arabe tenu en Algérie en ce début de novembre, le ministre des Finances a exprimé son espoir à la relance du plan de sécurité alimentaire du Soudan. L'initiative de la sécurité alimentaire du Soudan avait été lancée en 2013, visant la mise en œuvre de 25 projets. Un MOU avec le « *Arab Fund for Economic & Social Development* » avait été signé, qui prévoyait un financement de 15 Mds USD. Ce financement serait toujours disponible. Pour rappel, les Nations Unies estiment à 14,3 millions le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire au Soudan, comprenant 11,7 millions de personnes en situation d'IPC phase 3 (*Integrated Food Security Phase Classification*) entre juin et septembre 2022.

Soudan du Sud

Appels aux investissements pour la sécurité alimentaire par les Nations Unies

Quelques semaines après les investissements versés par des partenaires de développement (BAD, Banque mondiale, FIDA) et les déclarations du gouvernement sud-soudanais sur les potentiels investisseurs étrangers, notamment dans le secteur agricole, les Nations Unies (NU) ont renouvelé l'appel aux subventions pour assurer la sécurité alimentaire de la population. Pour justifier leur démarche, l'ONU ont rappelé que 65% de la population était toujours en situation d'insécurité alimentaire grave, dont 87 000 individus en situation de famine. Selon l'organisation et la Directrice pays du *World Food Program* (WFP), les interventions prioritaires doivent s'attaquer aux causes structurelles de cette insécurité, en ciblant la résilience agricole, le changement climatique et l'inclusion financière des producteurs sud-soudanais.

Tanzanie

Une augmentation de près de 40 % de la population en 10 ans

La présidente de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan a indiqué lundi 31 octobre 2022 que selon les chiffres du dernier recensement d'août 2022, la population de la Tanzanie a bondi de près de 40% en 10 ans pour atteindre 61,7 millions d'habitants en 2022. La population est passée de 44,9 millions d'habitants fin 2010 à 61,7 millions, soit une augmentation annuelle moyenne de 3,2%. "Une telle population n'est peut-être pas un gros problème pour un grand pays comme le nôtre, mais c'est un fardeau lorsqu'il s'agit d'allouer des ressources et de fournir des services sociaux", a déclaré la Présidente. Dar es Salaam est la ville la plus peuplée, avec 5,38 millions d'habitants. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2019, Dar es Salaam est l'une des villes africaines à la croissance la plus rapide et, avec un taux de croissance de 6,5%, elle devrait atteindre 10 millions d'habitants d'ici 2030.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©DGTresor